

LA LIBERTE ABSENTE AU COEUR DU NOUVEAU  
RAPPORT 2004  
SUR LE DEVELOPPEMENT HUMAIN DANS LE MONDE  
ARABE

**Catastrophe imminente ?**

«Comment pouvez-vous chercher à asservir l'homme alors qu'il est né libre ?». La célèbre phrase du calife Omar Ben El-Khattab vient en exergue d'un rapport que ses auteurs, arabes, ont choisi d'intituler de façon optimiste: «Vers la liberté dans le monde arabe».

Pourtant, le rapport 2004 sur le développement humain dans le monde arabe - qui doit être rendu public aujourd'hui à Amman - est surtout un constat d'absence de cette liberté. Ce troisième rapport, réalisé avec le concours du PNUD (Programme des Nations unies pour le développement), a été précédé de rumeurs et de polémiques, car il ne se contentait pas d'étriper les régimes et les systèmes de gouvernements arabes, mais mettait aussi en cause la politique israélienne et l'occupation de l'Irak par les Etats-Unis.

Apparemment, les experts arabes qui ont planché sur la question des libertés n'ont pas transigé: l'occupation israélienne et l'occupation de l'Irak sont citées, avec la «montée de l'extrémisme» comme ayant eu un impact «négatif sur le développement humain dans le monde arabe». La polémique aura au moins le mérite de «déconnecter» quelque peu le contenu du GMO des Américains et d'inciter à une lecture attentive de ce très volumineux rapport.

Le constat de blocage lourd et grave du monde arabe s'inscrit également en faux à l'égard des récents écrits suggestifs - oeuvre de marketing ? - faisant état d'un «frémissement», voire d'un «printemps arabe» qui découlerait de la politique arabe de Bush. L'ampleur de la crise du développement dans le monde arabe est jugée si grave que des réformes partielles sont désormais inutiles et que la réforme sociale globale ne peut souffrir d'aucun retard, sous aucun prétexte.

Le thème répond directement aux gouvernants arabes qui, tout en concédant la nécessité de réformes, ont estimé qu'elles devaient être adaptées aux spécificités de chacun. Très clairement, ce sont les régimes qui sont désignés comme facteur

de blocage. Les «obstacles politiques au développement humain dans le monde arabe constituent les principales entraves aux opportunités de renaissance au sein de la région». Les auteurs du rapport constatent que les appels à la réforme se sont multipliés et que des initiatives sont apparues dans plusieurs pays, mais qu'elles se sont déroulées dans des contextes internationaux et régionaux défavorables. La poursuite de l'occupation israélienne des territoires palestiniens, l'occupation de l'Irak par les Etats-Unis et la montée de l'extrémisme ont eu un impact négatif sur le développement humain dans le monde arabe. Outre l'occupation israélienne, la construction du mur de la honte, le rapport que le peuple irakien est passé d'un régime tyrannique à une occupation étrangère qui «n'a fait qu'accroître ses souffrances», dont celles des femmes.

Sur les trois déficiences relevées dans les précédents rapports - savoir, liberté et autonomisation de la femme - les progrès ont été inégaux, la liberté accusant même des reculs. «Les indicateurs de participation populaire ont accusé un recul, des violations flagrantes des droits de l'homme ont été enregistrées, et les organisations de la société civile et les médias ont vu les restrictions se renforcer à leur encontre».

Pour les auteurs du rapport, la liberté est au coeur de la bonne gouvernance souhaitée, elle est «une condition nécessaire et vitale si ce n'est la condition sine qua non de toute nouvelle renaissance arabe». La capacité du monde arabe à relever les défis dépend du niveau de recul de la tyrannie et du progrès du droit et des libertés fondamentales. Or, l'état des libertés civiles et politiques est sinistre: mise au pas de la presse, restrictions aux libertés d'opinion et d'expression s'étendant même aux oeuvres littéraires. Les élections présidentielles pluralistes n'existent que dans peu de pays. Les droits économiques et sociaux sont bafoués.

Il est intéressant de noter que dans un sondage effectué dans cinq pays arabes (l'Algérie, la Jordanie, la Palestine, le Liban et le Maroc), on fait le constat d'un exercice relativement important des «libertés individuelles» et d'un niveau faible des «libertés publiques». Or, l'exercice de ces libertés publiques (partis, associations, indépendance des médias et de la justice) constitue un signe de bonne gouvernance. Traduit concrètement, cela signifie que les gens sont libres à condition de ne pas se

mêler de politique ou de s'intéresser à la chose publique et de ne pas exiger la transparence des actes des gouvernants.

Centré sur une liberté absente - et encore contrariée par des systèmes archaïques et policiers -, les auteurs du rapport esquissent trois types d'évolution possibles. L'une est tragique mais plausible: la «catastrophe imminente», celle des violences et des confrontations généralisées. La seconde, souhaitée mais sans doute utopique, d'une «voie de prospérité humaine» fondée sur un changement pacifique et profond du pouvoir au terme d'un accord historique entre toutes les parties. Le troisième scénario est le plus réaliste et se profile déjà: une réforme poussée par l'étranger. Et qui ne se fait pas par amour de la démocratie ou par altruisme.

*M. Saâdoune*

Edition du [7 juin 2005](#) > [Actualité](#)

Le PNUD publie un rapport sur le monde arabe  
« Manque flagrant de liberté »

Le Rapport 2004 sur le développement humain dans le monde arabe a été présenté, hier, à Alger en présence d'intellectuels, d'universitaires, de représentants de la société civile et du corps diplomatique accrédité à Alger.

Le rapport, publié en avril 2005 à Amman (Jordanie), a été élaboré par une équipe indépendante d'intellectuels arabes « connus pour leur intégrité, leur crédibilité et leur honnêteté ». Le groupe de travail a été sponsorisé par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), en collaboration avec le Fonds arabe pour le développement économique et social et le Programme du Golfe arabe pour les organisations de développement des Nations unies. Premier constat relevé dans le préambule : « Manque de liberté et de bonne gouvernance ». « C'est une question qui se pose avec probablement le plus d'acuité actuellement, aussi bien au sein de la région (arabe) qu'à l'extérieur », attestent les rédacteurs. Le document est le troisième d'une série de rapports portant sur les mêmes thèmes. « Comme ceux qui l'ont précédée, la version 2004 vise à jeter les bases d'un projet de renaissance, par l'incitation à un débat sérieux autour de la question des libertés et de la bonne gouvernance au sein du monde arabe. » Aux côtés du représentant résident du PNUD à Alger, le présentateur du rapport, le professeur Abdelouahab Rezig, a mis en évidence les « relatifs » progrès en matière de démocratie. La société civile arabe a contribué à faire bouger les choses. En attestent les derniers amendements au code du statut personnel au Maroc ou encore la tenue d'élections au suffrage universel en Arabie Saoudite. Le rapport retient qu'en matière de liberté d'opinion le monde arabe demeure encore un très mauvais élève. Les libertés, notamment les libertés d'opinion, d'expression et de création, sont réprimées dans la plupart des pays arabes, à l'exception de certains progrès limités dans certains pays ou certains aspects. A titre d'exemple, les journalistes ont fait l'objet pendant trois ans (2001-2003) de nombreuses poursuites judiciaires dans des procès d'opinion, et des jugements sévères ont été rendus à l'encontre de certains d'entre eux. Selon le rapport, des groupes extrémistes violent également le droit à la vie en procédant à des liquidations physiques et par recours aux explosifs et à des actes de violences. De même, poursuit le rapport, les affrontements entre forces de sécurité et groupes armés font des victimes au sein de la population civile. Les rédacteurs du document font en outre état d'un nombre considérable d'arrestations dans les pays arabes depuis le début de la campagne mondiale de lutte contre le terrorisme.

[Djamel Zerrouk](#)

[Haut](#)

## Rapport 2004 sur le développement humain dans le monde arabe

### Un appel à la liberté et à la bonne gouvernance

Le 3e rapport sur le développement humain dans le monde arabe 2004 qui a été présenté hier à l'hôtel El Djazaïr par le représentant résident du PNUD, M. Marc Destonne De Bernes et le Pr Abdelwahab Resig, membre du conseil consultatif mis en place pour la préparation du rapport, a étudié systématiquement le monde arabe et recommandé vivement une accélération de la réforme démocratique, tout en présentant des suggestions spécifiques pour la création de nouvelles institutions régionales de droits de l'homme, l'organisation d'élections libres et transparentes ainsi que la mise en place d'un système judiciaire, réellement indépendant. Ce rapport publié en avril dernier en Jordanie (seul pays outre l'Algérie) officiellement, a pour thème, selon M. Resig, "vers la liberté dans le monde arabe", a été élaboré par une équipe indépendante d'intellectuels arabes sous le parrainage du PNUD ainsi que du Fonds arabe pour le développement économique et social (FADES) et du programme du Golfe arabe pour les organisations de développement des Nations unies. Le rapport 2004 sur le développement humain dans le monde arabe présente, selon le conférencier, des arguments persuasifs pour que les pays arabes s'engagent dans la voie de réformes politiques et économiques de grande envergure, dans le sens de consolider les fondements institutionnels de la liberté et de la démocratie, tout en limitant le monopole du pouvoir détenu "illégitimement" par les pouvoirs exécutifs (gouvernements) dans la majorité des pays arabes.

Ce document insiste essentiellement sur le respect total des trois libertés fondamentales à savoir la liberté d'opinion, la liberté d'expression et la liberté d'association. Il recommande en outre l'élimination de tous types de marginalisation et de discrimination contre les groupes sociaux et les minorités. Tout comme il y est préconisé la garantie de l'indépendance du système judiciaire et la fin de la dépendance sur les tribunaux militaires ou autres tribunaux d'"exception".

Le rapport montre par ailleurs que les pressions (des rues arabes notamment) en faveur d'un changement politique s'intensifient dans le monde arabe depuis plusieurs années maintenant. Les auteurs qui sont des intellectuels indépendants issus des différents pays arabes mettent en garde contre "des soulèvements populaires chaotiques" si les gouvernements arabes tardent à s'engager sur la voie de ces réformes. "Quel est le statut de la liberté et de la bonne gouvernance dans le monde arabe ?" s'est interrogé le Pr Resig.

Tout en indiquant que la réponse varie d'un pays à un autre, l'orateur a fait remarquer néanmoins que "le respect de la liberté d'expression, des droits de l'homme et des élections présidentielles libres sont encore rares dans les pays arabes". Les droits sociaux des citoyens ne sont pas non plus respectés, lorsque l'on sait, dira-t-il encore, que "l'espérance de vie est réduite de 10 ans" et que "10% des populations arabes souffrent de malnutrition, y compris dans les pays arabes dits riches". Il est temps, selon les auteurs, a-t-il ajouté, pour les gouvernements arabes d'entreprendre des réformes politiques profondes allant notamment dans le sens de l'organisation des élections présidentielles libres et transparentes et du respect du pluralisme politique.

Il s'agit dans ce cas de permettre l'émergence de la société civile et du contre pouvoir symbolisé par une vraie opposition et une liberté de la presse et d'expression, selon le Pr Resig qui a en outre mis l'accent sur la lutte contre la corruption et l'inégalité des citoyens arabes devant la loi dont souffrent, indique-t-il, de nombreux pays arabes.

Ces derniers subissent aussi de plein fouet "une crise de transition démocratique après les événements du 11 septembre dont sont victimes les USA", en mettant en évidence l'occupation de l'Irak et de la Palestine. Ce constat semble "déplaire" à l'Amérique de Bush qui tend à manipuler "ce document sous prétexte qu'il est rejeté par une majorité de pays arabes (...). "Pourquoi parmi toutes les régions du monde, les populations arabes sont-elles celles qui sont le plus privées de libertés ?" s'interrogeant par ailleurs les auteurs du rapport.

Les réponses ne sont pas de nature culturelle, comme le prétendent certains analystes étrangers, mais plutôt de nature politique, selon les auteurs qui considèrent que des puissances étrangères ont accepté, voire encouragé, les régimes autoritaires afin d'assurer une stabilité politique et l'accès aux sources d'énergie". Ce rapport 2004 sur le développement humain dans le monde arabe note qu'"il n'y a pas eu d'élections libres avec plus d'un candidat dans les pays arabes à l'exception de l'Algérie, de la Palestine, du Soudan et du Yémen"

**Meziane A.**

[Haut](#)

## «Le niveau des libertés dans les pays arabes est faible»

### La Tribune

Faouzia Ababsa

Le niveau des libertés dans les pays arabes est faible. C'est le constat auquel est arrivé le Programme des Nations unies pour le développement dans son rapport sur le développement humain dans le Monde arabe pour 2004, rendu public en avril dernier.

«Même s'il l'est à des degrés différents, le niveau des libertés dans le Monde arabe est faible. Les libertés, notamment les libertés d'opinion et d'expression et de création sont réprimées dans la plupart des pays arabes, à l'exception de certains progrès limités dans certains pays ou certains aspects.»

Pour le PNUD, il reste beaucoup à faire dans ce domaine. Selon cette organisation des Nations unies dans sa section algérienne, qui compte présenter le rapport demain à l'hôtel St Georges, l'absence et/ou la faiblesse de ces libertés sont à chercher du côté des régimes antidémocratiques ou encore du pouvoir traditionnel, tribal, basé essentiellement sur la religion, présentée d'ailleurs comme un épouvantail. Sur le plan politique, et par rapport aux élections, le PNUD considère qu'hormis l'Algérie, le Soudan et le Yémen ainsi que la Palestine occupée, «le président est élu pour un mandat déterminé par le biais d'élections directes dans lesquelles s'affrontent plus d'un candidat».

Le Programme des Nations unies estime que les pays occidentaux et les Etats-Unis sont très peu regardants sur la question des droits de l'Homme dans les pays arabes notamment ceux avec lesquels ils concluent des accords de partenariat ou de libre-échange, l'essentiel étant de préserver leurs intérêts économiques mais aussi de laisser ces pays sous domination économique. Et pour boucler la boucle, la mondialisation n'a pas arrangé les choses, estime l'organisation de l'ONU pour le développement.

«La mondialisation peut favoriser les libertés individuelles du fait de la réduction des capacités de l'Etat à réprimer les individus notamment dans le domaine de la pensée», lit-on dans le rapport. De même, est-il ajouté, qu'elle peut augmenter les opportunités pour les individus d'accéder au savoir grâce à la facilité de communication et de transfert de pensées.

En revanche, juge le PNUD, «la mondialisation est également une prison sélective des libertés au niveau mondial par la limitation sélective des libertés au niveau mondial ainsi que par la limitation sélective du flux des connaissances dans des domaines vitaux et également dans le domaine du mouvements des individus» ; la libre circulation des personnes n'est pas au même niveau que celle des biens et services.

Le rapport fait état également de la corruption qui sévit dans les pays arabes et la répression féroce dans certains d'entre eux contre toute forme d'expression libre, l'état d'urgence étant brandi comme une épée de Damoclès.

### Les présidentielles en Algérie ont été compétitives et pluralistes, selon un rapport sur le monde arabe du PNUD



Le 3ème rapport sur le développement humain dans le monde arabe pour 2004 présenté par le Dr. Rima Khalef, secrétaire général adjoint de l'ONU et directrice du bureau régional des pays arabes, a souligné que "les présidentielles organisées en Algérie en 2004 ont été compétitives et pluralistes". Selon le rapport rendu public officiellement mardi à Amman, "la poursuite de l'occupation israélienne en Palestine, celle des Etats unis en Irak et la recrudescence du terrorisme ont des conséquences graves sur le développement humain dans les pays arabes" précisant que l'oppression n'est pas spécifique à l'Orient tout comme la liberté n'est pas l'apanage de l'Occident. Ainsi, le rapport intitulé "Vers la liberté dans le monde arabe" a été élaboré par le programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en collaboration avec le Fonds Arabe pour le Développement Economique et Social (FADES), et le Programme du Golf Arabe et de Soutien des Organismes des Nations Unies. Ce rapport s'inscrit dans le cadre d'une série de rapports liés au développement humain dans le monde arabe et qui ont pour objectif l'engagement d'une réflexion autour d'un programme de relance dans les pays arabes. Mme Khalef a, par ailleurs, indiqué que le monde arabe connaît actuellement un certain progrès en la matière notamment après les appels à la réforme lancés par des forces politiques et civiles donnant lieu à des séries de mesures plus au moins prometteuses.

Le 06/04/2005

LE DROIT DE SAVOIR, LE DEVOIR D'INFORMER

# LIBERTE

<http://www.liberte-algerie.com>

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Actualité (Edition du 7/6/2005)

## Régression des libertés syndicales et politiques en algérie

### Les mauvais points du Pnud

Par [Samia Lokmane](#) ✉ Lu (3 fois)

**Le rapport du développement humain de cet organisme onusien émet également des réserves sur l'efficacité de la lutte contre la corruption dans notre pays.**

Publié en avril dernier, le rapport du Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) sur l'évolution des libertés individuelles et collectives dans le monde arabe pour l'année 2004 a fait l'objet, hier, d'une présentation à l'hôtel El-Djazair. Cet exposé effectué par M. Marc Destanne de Bernis, coordinateur du bureau du Pnud à Alger, et M. Abdelwahab Rezig, directeur de la commission économique des Nations unies pour l'Afrique et l'un des rédacteurs arabes du rapport, a suscité un grand débat auprès de l'assistance, composée de journalistes, de cadres de la représentation de l'ONU dans notre pays ainsi que de militantes de quelques ONG nationales. Dite du développement humain, l'expertise du Pnud est la troisième d'une série entamée en 2002.

Après avoir planché sur le degré d'accès des populations arabes au savoir, les experts onusiens se sont penchés l'année dernière sur un sujet beaucoup plus délicat, touchant au domaine des libertés individuelles et collectives.

La sensibilité d'une telle problématique, perçue comme taboue par les régimes arabes, a conduit la majorité d'entre eux à rejeter l'audit du Pnud. Sur 22 pays, 5 uniquement ont accepté de se faire inspecter. Il s'agit de l'Algérie, du Maroc, du Liban, de la Palestine et de la Jordanie.

Commençant par invoquer des obstacles pratiques liés à la logistique et au temps, M. De Bernis a fini par avouer que "certains pays ont refusé" de participer à l'élaboration du rapport. Résultat, 25% seulement de la population de la région ont figuré dans le sondage. Ce qui a conduit à des résultats partiels. "Cette enquête n'est pas exhaustive. Il faut la prendre avec les précautions d'usage", avertit le coordinateur du bureau du Pnud à Alger. Cependant, cette remarque ne s'applique guère aux 5 pays ayant accepté le jeu des questions-réponses. Si la Palestine représente un espace spécifique de non-droit, compte tenu de l'occupation israélienne, les quatre autres contrées se distinguent toutes, à des degrés divers, par une régression affligeante des libertés collectives. Selon le professeur Rezig, ce recul se manifeste à travers la limitation de la liberté d'expression, les attaques contre les défenseurs des droits de l'Homme, l'atomisation de l'opposition politique... Mieux classée que le Liban et moins lotie que le Maroc, l'Algérie a obtenu de nombreux mauvais points.

Limitation de la liberté des organisations professionnelles, syndicales et religieuses, repli dans le droit de réunion et de structuration, réduction du rôle des formations politiques de l'opposition, remise en cause de la liberté de la presse, restriction du pouvoir des électeurs dans le choix des élus locaux et parlementaires à travers des élections libres et équitables, dépendance de la justice, atteinte aux droits des justiciables, inefficacité de la lutte contre la corruption, telles sont pêle-mêle les réserves émises par le Pnud sur la

situation des libertés collectives dans notre pays. Ces critiques contrastent avec le constat plus satisfaisant qu'il fait sur la consolidation des droits individuels, notamment à travers la promotion de l'égalité des sexes, du droit à la nationalité, au mariage... Au niveau socioéconomique, le relèvement du revenu par habitant ainsi que l'encouragement de l'initiative économique figurent comme des avancées menues. Dans ce tableau gris, le professeur Rezig décèle toutefois des notes d'espoir. L'intérêt exprimé par les autorités algériennes au contenu du rapport et son adaptation par le Conseil national économique et social (Cnes), sous une forme similaire, le confortent dans son appréciation. Il est utile de préciser que cette expertise est le fruit d'un travail de consultants externes au Pnud. Ils ont été choisis parmi les intellectuels arabes.

L'année prochaine, l'institution onusienne publiera un quatrième rapport sur l'autonomisation des femmes. Sans l'adhésion de tous les pays arabes, le constat risque une fois encore d'être incomplet.

**Samia Lokmane**